METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

NOTE DE SYNTHÈSE RELATIVE AU RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

APPROBATION DE LA CRÉATION ET DE L'AFFECTATION DE L'OPÉRATION D'INVESTISSEMENT "PLAN PARTENARIAL D'AMÉNAGEMENT - ETUDES DE STRATÉGIE ET DE PLANIFICATION"

À Marseille, comme dans la plupart des centres urbains, la ville historique constitue plus que jamais un enjeu de société.

L'investissement important engagé ces dernières années en matière d'équipements publics, de services publics, d'aménagement d'espaces urbains ainsi que la mise en œuvre de programmes d'actions volontaristes en matière d'habitat ont permis d'obtenir une amélioration mais encore insuffisante pour le centre ville de Marseille, cœur de la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une politique volontariste, durable et intégrée pour la requalification, dans un premier temps, du centre-ville de Marseille.

Cette volonté affirme l'importance d'agir vite et fort, de traiter non seulement l'urgence mais de s'inscrire dans la durée.

Le 15 juillet 2019, Madame la Présidente, autorisée par le Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, a signé le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire, cœur de la Métropole.

Ce Projet Partenarial d'Aménagement est un engagement conjoint avec l'Etat et des partenaires locaux (Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'EPAEM, l'ANAH, l'ANRU, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'EPF PACA et l'AR HLM) afin d'acter une série d'engagements des parties prenantes, notamment financiers, pour conduire et réaliser un projet de développement sur les 1000 hectares du centre-ville durant les 15 prochaines années, poursuivant 5 objectifs :

- Lutter contre l'habitat indigne,
- Améliorer l'attractivité et la qualité résidentielle,
- Permettre aux habitants de se maintenir dans leurs quartiers,
- Restaurer le patrimoine bâti,
- Redynamiser la fonction économique.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Ce contrat de PPA prévoit que les interventions soient menées dans une démarche de développement urbain global, mettant donc en œuvre, de manière coordonnée, des actions en matière de développement économique, des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie, de la mobilité et bien évidemment dans le domaine de l'habitat privé ancien.

11 actions ont été édictées dans ce PPA :

Afin de permettre d'engager ces différentes études et actions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin de moyens financiers. C'est à ce titre qu'il est proposé de créer une autorisation de programme de 4 000 000 euros TTC pour le Plan Partenarial d'Aménagement, répartis en 1 000 000 euros par an pour les quatre prochaines années.

L'opération d'investissement n°2020000700, « Plan Partenarial d'Aménagement - Etudes de stratégie et de planification», d'un montant de 4 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme du programme 200064BP, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

RAPPORT AU CONSEIL DE LA METROPOLE

Urbanisme et Aménagement

■ Séance du 19 Décembre 2019

13216

■ Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Plan Partenarial d'Aménagement - Etudes de stratégie et de planification"

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Même si la ville de Marseille connaît un certain renouveau, son centre ancien nécessite une action renforcée pour relancer son attractivité économique et résidentielle, offrir des conditions de vie et d'habitat décentes et agréables, du niveau d'exigence de la deuxième ville de France tout en mettant en valeur son patrimoine historique remarquable.

À Marseille, comme dans la plupart des centres urbains, la ville historique constitue plus que jamais un enjeu de société.

L'investissement important engagé ces dernières années en matière d'équipements publics, de services publics, d'aménagement d'espaces urbains ainsi que la mise en œuvre de programmes d'actions volontaristes en matière d'habitat ont permis d'obtenir une amélioration mais encore insuffisante pour le centre ville de Marseille, cœur de la Métropole.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une politique volontariste, durable et intégrée pour la requalification, dans un premier temps, du centre-ville de Marseille.

Cette volonté affirme l'importance d'agir vite et fort, de traiter non seulement l'urgence mais de s'inscrire dans la durée.

Le 15 juillet 2019, Madame la Présidente, autorisée par le Conseil Métropolitain du 20 juin 2019, a signé le contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire, cœur de la Métropole.

Ce Projet Partenarial d'Aménagement est un engagement conjoint avec l'Etat et des partenaires locaux (Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'EPAEM, l'ANAH, l'ANRU, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'EPF PACA et l'AR HLM) afin d'acter une série d'engagements des parties

prenantes, notamment financiers, pour conduire et réaliser un projet de développement sur les 1000 hectares du centre-ville durant les 15 prochaines années, poursuivant 5 objectifs :

- Lutter contre l'habitat indigne,
- Améliorer l'attractivité et la qualité résidentielle,
- Permettre aux habitants de se maintenir dans leurs quartiers,
- Restaurer le patrimoine bâti,
- Redynamiser la fonction économique.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Ce contrat de PPA prévoit que les interventions soient menées dans une démarche de développement urbain global, mettant donc en œuvre, de manière coordonnée, des actions en matière de développement économique, des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie, de la mobilité et bien évidemment dans le domaine de l'habitat privé ancien.

11 actions ont été édictées dans ce PPA :

- Compléter les études existantes pour construire le schéma d'orientations stratégiques d'une intervention globale sur le centre-ville de Marseille et définir les nouvelles opérations à conduire,
- Élaborer et mettre en œuvre un dispositif de concertation à l'échelle du PPA,
- Construire une stratégie pour le relogement et l'hébergement temporaire engageant les partenaires,
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie foncière à l'échelle du PPA,
- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de redynamisation économique et commerciale,
- Instaurer une Grande Opération d'Urbanisme (prévue par la Loi Elan) au sein du périmètre du PPA
- Créer un nouvel outil d'aménagement, une Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National (prévue par l'article L327-3 du code l'urbanisme), dans un partenariat alliant la Métropole et l'État,
- Élaborer et mettre en œuvre plusieurs opérations d'aménagement dont en premier lieu 4 îlots prioritaires (l'îlot Clovis Hugues - Belle de Mai; îlot Noailles-Ventre, îlot Noailles-Delacroix, îlot Hoche-Versailles)
- Travailler sur des mesures dérogatoires ou faisant évoluer la réglementation nationale pour renforcer les outils de lutte contre l'habitat privé dégradé,
- Construire une organisation interne à la Métropole pour porter le projet global et réorganiser la police de l'habitat, avec constitution d'une équipe projet et création d'une direction déléguée de lutte contre l'habitat indigne.
- Établir et mettre en œuvre les modalités opérationnelles de prise en compte du patrimoine bâti dans les opérations.

Afin de permettre d'engager ces différentes études et actions, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin de moyens financiers. C'est à ce titre qu'il est proposé de créer une autorisation de programme de 4 000 000 euros TTC pour le Plan Partenarial d'Aménagement, répartis en 1 000 000 euros par an pour les quatre prochaines années.

L'opération d'investissement n°2020000700, « Plan Partenarial d'Aménagement - Etudes de stratégie et de planification », d'un montant de 4 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans

l'autorisation de programme du programme 200064BP, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 décembre 2019 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 4 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2020000700 « Plan Partenarial d'Aménagement - Etudes de stratégie et de planification » pour un montant de 4 000 000 euros TTC, rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 200064BP.

Article 2 :

Sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole les crédits de paiement nécessaires.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Année 2020 :	1 000 000 euros TTC
Année 2021 :	1 000 000 euros TTC
Année 2022 :	1 000 000 euros TTC
Année 2023 :	1 000 000 euros TTC

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à solliciter les subventions inhérentes à ce projet de Projet Partenarial d'Aménagement.

Pour enrôlement,